

## 2016/09/21 – Grégory Cassan – Article RSE – Huile de Palme

Un des leaders de la production d'huile de palme en Indonésie, Korindo, ne s'est pas soumis à un code de bonne conduite adopté par les principaux acteurs du marché de l'huile de palme, dénonce la coalition d'ONG Mighty dans son rapport Palm Oil Consumers. Les enquêtes réalisées par la coalition révèlent que ce conglomérat indonésien et coréen a mené une opération massive de déforestation dans différentes provinces indonésiennes menaçant plus de 50.000 hectares de forêts.

Adopté par le géant de l'agroalimentaire Nestlé en 2009, suite à la campagne open forum on déforestation initiée par Greenpeace, le code No deforestation, No peat and No exploitation (NPDE) est devenu un standard environnemental en Asie du Sud-est, particulièrement depuis son adoption en 2013 par le géant indonésien de l'agroalimentaire Wilmar international. Si la filière tente de s'améliorer avec la montée en puissance également d'un label délivré par un organisme à but non lucratif qui réunit les parties prenantes de tous les secteurs de l'industrie de l'huile de palme, la table ronde pour l'huile de palme durable (RSPO), et qui représente aujourd'hui 10% du marché, le manque de clarté sur l'identité des tiers indépendants à l'origine des vérifications et le peu de litiges soumis à la plateforme entretient le doute sur sa crédibilité.

Dans ce contexte de défiance sur la fiabilité des engagements et des dispositifs de labellisation, plusieurs réponses sont à l'œuvre. Ainsi, face à la pression des ONG et des associations de consommateurs, le parlement français s'est saisi de la question et une taxe additionnelle sur l'huile de palme a finalement été adoptée en mars dernier pour limiter son importation. L'Indonésie a violemment réagi en avançant une intention délibérée de la France de tuer l'industrie indonésienne de l'huile de palme qui emploie 16 millions de personnes, rapporte l'AFP.

Un autre dispositif de vigilance est par ailleurs mobilisé par les entreprises donneuses d'ordre. La résiliation des contrats d'approvisionnement pour manquement au respect des dispositions de leur code de conduite. Cette tendance s'est notamment illustrée avec la suspension en juillet dernier par deux importants acheteurs d'huile de palme, Wilmar et Musim Mas, de leur approvisionnement auprès de Korindo. Celle-ci c'est fait sous pression des autorités européennes qui, au regard de la directive européenne sur la qualité du carburant et les énergies renouvelables, visent à réduire les émissions de gaz à effet de serre causées pour la production de biocarburants notamment issus de l'industrie de l'huile de palme.

Mais ce sont sans doute les exigences de reddition d'informations sociales et environnementales, à l'instar de la directive européenne sur l'information non-financière en cours de transposition, qui constituent le facteur de pression et d'amélioration des pratiques le plus efficace. Au cas particulier de l'huile de palme, comme dans de nombreux autres domaines à fort impact ESG, tous les éléments appelant un reporting exigeant sont réunis. Les risques sur le climat et la biodiversité sont largement identifiés et renseignés, les mesures de vigilance mobilisées (code de conduite, label et suspension de contrat), les donneurs d'ordre sont donc tenus de délivrer des informations fiables sur les résultats.

Alors que les obligations de reporting ESG demeurent pratiquement inexistantes en Asie du Sud-est, le rapport RSE des entreprises de l'agro-alimentaire, acheteuses stratégiques d'huile de palme devient le vecteur le plus pertinent de démonstration des progrès de la filière, sous réserve cependant de faire preuve de la plus grande transparence sur les moyens humains et techniques mobilisés ainsi que les résultats. De même, un tel rapport est une occasion pour les marques concernées de préciser, aux yeux des associations de consommateurs ou d'investisseurs responsables de plus en plus attentifs, l'étendue de leur démarche de vigilance raisonnable.